
ICANN80 | Forum de politiques – Espace Afrique
Mercredi 12 juin 2024 – 15h30 à 17h00 KGL

MAGALI JEAN : Bienvenue à cette séance espace Afrique. Veuillez vous installer, désolé du petit retard. Nous allons maintenant pouvoir lancer l'enregistrement. La séance va commencer, veuillez lancer l'enregistrement qui est maintenant débuté.

Bienvenue à cet espace Afrique. Je m'appelle Magali Jean, je suis responsable de la participation à distance pour cette séance. Veuillez noter que cette séance va être enregistrée et gouvernée et régie par les normes de comportement et de conduite de l'ICANN.

Durant cette séance, les questions et commentaires soumis dans le chat seront lus et si bien notés, nous serons en mesure de poser ces questions. Si vous êtes sur Zoom, veuillez lever la main. Nous demandons aux participants d'ouvrir leur micro sur Zoom lorsque l'on vous donnera la parole. Ici dans la salle, nous utiliserons les micros.

L'interprétation inclura l'anglais et le français. Et pour tous les participants, veuillez indiquer votre nom pour les enregistrements et parlez à un rythme raisonnable. Ceci dit, je donne maintenant la parole à Yaovi Atohoun, responsable GSE.

YAOVI ATOHOUN : Merci beaucoup, Magali.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Nous avons l'ordre du jour et nous allons le mettre sur l'écran. Nous avons beaucoup de personnes en ligne également. Nous sommes un peu en retard, donc je ne veux pas perdre de temps et passer en revue tout cet ordre du jour. Nous allons avoir des remarques de bienvenue tout d'abord et ensuite nous aurons des présentations. Mais avant cela, nous aurons également les résultats de l'étude. Nous aurons également des présentations sur les partenaires Afrique et nous aurons le temps de vous donner la parole, de poser des questions et d'avoir des interactions.

Cela dit, j'aimerais inviter Pierre Dandjinou qui vice-président de l'engagement des parties prenantes pour la région Afrique. Pierre Dandjinou va nous présenter ces remarques de bienvenue. Pierre Dandjinou, vous avez la parole.

PIERRE DANDJINOU :

Merci beaucoup, Yaovi.

Bienvenue, bon après-midi à toutes et à tous. Je suis très heureux que vous soyez ici pour voir ce rapport sur le secteur des noms de domaine en Afrique. C'est un lancement officiel. Nous allons vous mettre au courant de beaucoup de points, nous allons vous mettre au courant de la stratégie Afrique et de tout le travail que nous effectuons en Afrique concernant cette stratégie. Nous avons cette initiative CDA qui véritablement fait de grandes avancées et qui fait partie de cette stratégie. Nous allons parler des détails de cette coalition pour l'Afrique numérique avec les différents partenaires qui vont pouvoir s'exprimer ici aujourd'hui.

Très brièvement, j'aimerais tout d'abord vous remercier toutes et tous, et toutes les personnes qui nous ont aidés également dans le cadre de cette étude. Nous avons des statistiques qui vont nous montrer où nous en sommes au niveau du développement de l'Internet en Afrique et des noms de domaine. Nous allons parler de cette initiative pour la Coalition numérique et nous allons vous donner des mises à jour et vous aurez la possibilité de poser des questions. Il y a différentes thématiques qui vont être abordées en ce qui concerne cette Coalition pour l'Afrique numérique.

Sans plus attendre, j'aimerais maintenant donner la parole à John s'il est disponible. Nous avons eu 15 minutes pour nos remarques de bienvenue et ensuite, nous pourrions remercier tous les collègues qui sont ici présents et qui ont travaillé à ces initiatives, Alan Barrett, Catherine et Hadia du Conseil d'Administration et Sally Costerton. Je ne sais pas si John Crain est disponible pour reprendre la parole. John va contribuer en ligne, donc nous allons passer à Alan Barrett, membre du Conseil d'Administration.

ALAN BARRETT :

Bonjour. Merci. Je peux m'exprimer maintenant ? Très bien.

Pierre fait un excellent travail dans la représentation des parties prenantes en Afrique. Je crois qu'il va beaucoup nous parler de la coalition pour l'Afrique numérique et nous allons avoir William et Mark qui vont également intervenir sur cette étude des noms de domaine. Je ne voudrais absolument pas prendre trop de temps aujourd'hui,

simplement dire que c'est un grand plaisir d'être ici présent. Merci beaucoup.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup.

Je vais passer la parole à madame Sally Costerton.

SALLY COSTERTON :

Merci beaucoup et bon après-midi à toutes et à tous. C'est toujours un grand plaisir d'être ici avec vous, cette réunion de la communauté africaine. Et aujourd'hui en particulier, je suis tout à fait heureuse de lancer officiellement cette étude qui donne une analyse totale du paysage numérique et de l'Internet en Afrique. C'est une étude très importante qui montre bien l'engagement de l'ICANN pour soutenir l'infrastructure du DNS et sa croissance en Afrique.

Il y a un aperçu et une étude détaillée du numérique en Afrique, de la possibilité de croissance qui existe, des barrières encore à dépasser dans l'écosystème africain pour l'Internet. Nous avons eu une équipe qui a travaillé à cela et qui va présenter d'ici quelques minutes des recommandations. Mais il y a quelques points essentiels sur lesquels je voudrais revenir.

Il y a eu un accroissement de l'enregistrement des noms de domaine de la part des ccTLD en Afrique. Cela représente 4,3 millions. Nous avons également plusieurs millions de gTLD en Afrique. Il y a donc beaucoup d'avance. Il y a beaucoup de fibre optique, de câbles sur les continents,

des millions de kilomètres, ce qui permet d'améliorer la communication entre les pays et entre les régions d'Afrique.

Néanmoins, les coûts sont parfois prohibitifs pour l'Internet : 4 % du revenu moyen est dépensé pour avoir un gigabit de données, ce qui représente les frais les plus chers au monde. Nous avons une infrastructure de l'Internet qui se solidifie. Il y a de plus en plus de demandes, notamment pour les droits en ligne, pour les processus de paiement, d'enregistrement, les contenus locaux dans les langues africaines sont également plébiscités. Nous avons besoin d'un observatoire pour continuer à étudier la situation de l'Internet en Afrique.

Nous avons demandé à tous nos membres de la communauté et à toutes les parties prenantes de cette région d'explorer cette étude et de nous donner un retour. Nous avons besoin d'une transformation numérique en Afrique. Nous avons la Coalition pour l'Afrique numérique qui contribue également beaucoup à la mise en œuvre du plan pour l'Afrique. C'est un élément clé de cette étude. L'économie Internet en Afrique a un potentiel énorme de croissance pour arriver à 180 milliards de dollars en 2025. C'est un rapport de la corporation pour la finance internationale. Il y a donc un développement qui est tout à fait possible en Afrique, un développement extrêmement important avec plus de connectivité, avec plus de développement des compétences également. Tout cela, on en parle dans les activités de la Coalition numérique pour l'Afrique avec plus d'inclusion, avec plus d'acceptation universelle, avec plus d'infrastructures, avec plus de

serveurs racine, de roadshows du DNS et un renforcement des ccTLD également.

J'aimerais vous remercier toutes et tous pour votre présence et pour votre travail qui va tracer l'avenir de l'Internet en Afrique. Nous aurons une réception à un cocktail à la suite de cette réunion, nous allons pouvoir célébrer le lancement de cette étude. Merci beaucoup.

Pierre, je vous redonne la parole.

PIERRE DANDJINOU :

Merci beaucoup, Sally.

Je vais maintenant passer la parole à John s'il est là. Sinon, je vais donner la parole à Catherine qui est membre du Conseil d'Administration.

CATHERINE ADEYA :

Merci beaucoup, Pierre. Je vous disais que Sally a dit tout ce que je voulais dire. Mais je crois que lorsqu'on réfléchit à ce qui s'est passé lundi et pendant la réunion gouvernementale de haut niveau, j'ai cité cette étude parce que je trouve qu'elle est très utile, y compris les données qui y sont contenues. Cela va être une base de discussion et je serai ravie d'entendre ce que vous en pensez après la présentation.

Par rapport à ce qu'a dit Sally, je voudrais rebondir en particulier sur cet observatoire à l'essai qui devra surveiller le statut de la croissance du DNS en Afrique. J'ai trouvé que c'était un outil très utile parce que cela nous permettra de rassembler des données complètes sur le DNS, sur

l'infrastructure et son déploiement et je crois que ce sera clé pour l'Afrique dans tous les domaines de déploiement de l'infrastructure de l'Internet. Ce sont ces données empiriques et nous avons là l'opportunité d'avoir ces données pour informer nos décisions de politique, la collaboration entre les parties prenantes et les gouvernements. Dimanche, vous savez qu'il y avait les législateurs qui ont exprimé leurs préoccupations par rapport aux données, où l'on obtient les données, voilà un exemple utile, et élaboration de stratégie pour la durabilité dans le secteur. Merci.

PIERRE DANDJINOUE :

Merci beaucoup, Catherine.

Est-ce qu'on pourrait maintenant passer la parole à John ? Non, toujours pas ? Yaovi, à vous pour la suite de l'ordre du jour.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Pierre.

Ensuite, nous allons écouter l'équipe Powersoft Africa qui va brièvement nous présenter les résultats de ce rapport. Je cède la parole à l'équipe de Powersoft Africa. Merci, à vous.

WILLIAM STUCKE :

Merci Yaovi. Je suis William et voici mon collègue ici, Mark. Nous sommes 48 dans toute l'Afrique et nous avons effectué cette étude. Est-ce qu'on pourrait faire apparaître la première diapo, s'il vous plaît ? Voilà, c'est bon. Ensuite, s'il vous plaît.

Nous avons observé 54 domaines de premier niveau, y compris les six IDN et bien sûr, le .africa. Nous avons maintenant le coût par habitant. Ensuite, diapo suivante. Les gens ne se rendent pas compte à quel point l'Afrique est grande. Il y a 54 pays, on peut y mettre la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est, le Mexique et même le Japon ; l'Afrique est énorme.

Nous avons utilisé un outil de questionnaire en ligne en six langues et nous avons sept questionnaires pour les différents acteurs. Voici à qui nous avons adressé les différents questionnaires. Nous avons regardé non seulement les serveurs, mais aussi les domaines pour savoir un peu où ils étaient hébergés, les langues qui étaient utilisées, s'ils utilisaient les IPv6 ou le DNSSEC. Nous avons également analysé les questions linguistiques.

Il est important de noter que nous n'avons pas des données complètes, absolument pas ; les chiffres sont des sous-estimations en termes de totaux, mais nous avons examiné 4,5 millions de domaines dans le détail.

L'Afrique est une région très diverse, cela a déjà été dit, et l'accès à l'Internet coûte très cher en Afrique. L'accès se fait par téléphone portable en utilisant les réseaux sociaux. Cela veut dire que d'un côté il y a peu de demandes pour les noms de domaine, mais au fur et à mesure que les gens s'habituent à l'utilisation de l'Internet et surtout s'ils veulent mettre en place une petite entreprise avec une URL, ils vont demander un nom de domaine. Voilà les deux tendances que l'on peut noter.

Nous avons trouvé 63 IXP dans un certain nombre de pays ; 18 % de la population du monde utilisent ceci et 3 % des ressources IP. Nous avons baissé de 4,5 domaines à 3, parce qu'en fait l'Afrique a la population qui croît le plus au monde et en grande partie, la population est la plus jeune qui soit. Nous avons trouvé 61 ccTLD. Je ne veux pas dire par là qu'il y a un serveur de nom, mais nous avons évalué l'industrie des noms de domaine à 137 % des coûts directs qui pourraient se multiplier pour atteindre un milliard. Ensuite.

Par rapport aux facteurs de réussite, c'est à peu près ce à quoi on est habitué : infrastructures, sensibilisation numérique, de bonnes politiques, des cadres réglementaires et gouvernementaux ou de gouvernance, des manières de payer qui ne coûtent pas cher et qui soient faciles à utiliser.

En conclusion, l'Afrique est une région très diverse où il y a pauvreté et instabilité. Le marché est petit, mais il grandit parfois très vite. Dans certains pays, il faut aller plus vite. Autre part, cela fonctionne bien. Et en particulier, il faut réduire le coût des enregistrements de TLD. Le coût moyen est de 103 \$ comparé à 10 \$ pour un domaine .com. Tant que le coût est moindre pour acheter un .com ou un autre gTLD, les TLD africains ne se vendront pas. Il faut noter que les pays qui ont les revenus les plus élevés ont les prix les plus bas.

Par rapport à l'environnement, plus largement, les problèmes d'accès doivent être mieux gérés, les politiques, etc. Et en particulier les pays sans hébergement devraient mettre en place des réseaux de fibre et des centres de données. L'observatoire donne de bonnes suggestions par rapport à cette construction de centres de données. Et les

gouvernements doivent offrir davantage de services en ligne et utiliser leurs propres CC pour les adresses e-mail et les sites Web.

Les noms de domaines doivent avoir un coût bas ; l'idée, c'est simplement de recouvrer les coûts directs et ne pas payer pour les voyages du Conseil d'Administration. Les règles doivent être simples, il faut que ce soit facile à faire, pas cher, simple.

Est-ce que le prix est important ? C'est une question qui a été posée. Nous avons comparé le Kenya et l'Afrique du Sud qui ont le meilleur succès en termes de domaines et qui se ressemblent, mais il existe des différences parce que le Kenya demande cinq fois plus en termes de coûts que l'Afrique du Sud et l'Afrique du Sud vend 20 fois plus de domaines. Donc, ceci est indicateur. Ensuite, s'il vous plaît.

En ce qui concerne les obstacles à l'achat des noms de domaine, premièrement, il y a une croissance de 45 % depuis six ans. Et sans restriction sur les noms de domaine, on a un dédoublement de chiffres, donc on passe de 80 000 à 120 000. Et Freenom, nous l'avons expliqué dans l'étude, est une entité qui, jusqu'à récemment, donnait des noms supposés gratuits, mais ce n'était pas vraiment le cas car en fait, on n'avait pas le droit aux domaines. Cela a été monétisé et l'ICANN a retiré son enregistrement, pour être poli. Il y avait quatre pays en particulier où ils étaient présents. Il y a eu une inflation dans les chiffres, mais ceci est différent maintenant.

Les pays qui utilisent Web ou EPP vendent 10 fois plus de domaines et les pays qui coûtent le moins cher en vendent six fois plus. Voilà ce

qu'on peut prendre en considération pour améliorer l'efficacité du registre ccTLD.

En ce qui concerne le marché de noms de domaine, vous avez besoin de tout ceci. En particulier, vous avez besoin du modèle RRR où l'on sépare l'opérateur de registre, le bureau d'enregistrement et le titulaire de nom de domaine. Il faut suffisamment de bureaux d'enregistrement, au moins 20, pour avoir une bonne concurrence et il faut un système de résolution des litiges qui ne coûte pas cher et qui soit solide.

Mark va maintenant vous présenter l'observatoire.

MARK ELKINS :

Bonjour à tous. Je m'appelle Mark Elkins.

Dans la réalité, nous avons fait une étude en 2017 et nous en refaisons une maintenant. Effectuer une étude, c'est un peu comme prendre une photo : vous avez une idée instantanée de ce qui se passe dans l'instant, mais vous ne savez pas exactement ce qui s'est passé avant ou ce qui pourrait se passer après.

Ce que j'aime beaucoup par rapport à cette diapositive, c'est qu'il y est dit « Si on ne mesure pas, on ne gère pas ». Le problème ici, c'est le mot *trial*, essai ; c'était un essai, mais désormais l'observatoire fonctionne. Ensuite.

Critères typiques, le besoin de quatre facteurs pour assurer la réussite : une connectivité importante alimentée par des points d'échange Internet, un routage robuste, un système de DNS extensif et robuste et

un système de sécurité et une infrastructure qui a un impact sur les trois points précédents.

Nous avons un observatoire du DNS à l'essai. Son objectif principal est de suivre la croissance des noms de domaine en Afrique, les ccTLD, les gTLD, nous en avons quatre, les IDN, nous en avons six, et les deuxième niveau lorsqu'ils ne font pas partie directement du ccTLD.

Deuxième objectif, pour que les choses soient un peu plus positives et pour que l'Internet soit un endroit meilleur, fourniture de serveur Anycast parce que c'est grâce à cela qu'on peut collecter les données. Effectivement, nous avons mis en place ce serveur de noms secondaire qui est disponible gratuitement. Il est tout à fait similaire au modèle AFRINIC en Afrique. Il est disponible pour tous les TLD africains. Il est accessible. Si vous êtes gestionnaire de zones pour un domaine africain, je vous recommande vivement de vous rendre à l'URL que vous avez à l'écran maintenant. Inscrivez-vous sur cette URL pour que nous puissions collecter vos données de manière appropriée. Vos données existent déjà sur l'Internet, mais des informations que nous avons doivent être justes. Cela serait beaucoup mieux. Une fois que nous aurons ces bonnes informations, nous pourrons vous donner beaucoup d'informations sur votre zone. Cette interface permet à un gestionnaire de TLD ou de domaine de deuxième niveau d'enregistrer ces zones.

Une fois que nous avons ces informations, même si on n'a pas toutes les informations, nous fournissons des statistiques disponibles publiquement très bien présentées. Vous avez des informations privées sur votre zone et vous voyez ce que vous pouvez améliorer, s'il y a des problèmes quelque part, comment cela se déroule dans votre zone. Il

n'y a pas de perte de confidentialité ou il n'y a pas de problème pouvant endommager la zone ; ce sont des informations sur le serveur de noms et c'est le cas avec Anycast. Passons à la diapo suivante.

Nous avons une interface tout à fait privée au niveau des informations. Il y a des exemples de données et de rapports qui sont disponibles pour les responsables de zone. On peut télécharger les informations sur les listes de domaines qui sont cassés ou brisés lorsque les serveurs de noms ne fonctionnent pas. Il y a également lorsque le parent fonctionne, mais pas l'enfant. Nous avons également une liste de domaines avec des serveurs de noms étant sur la même adresse protocole Internet IP, par exemple si cela fonctionne mal au niveau de ces adresses e-mail qui sont similaires. Au niveau de l'acceptation universelle, comme les IDN, mais également au niveau du DNS, j'aime beaucoup le DNSSEC et j'aimerais une forte croissance du DNSSEC. Vous voyez une liste des noms de domaine locaux qui ont déjà des archives CDS sans avoir une archive DS correspondante dans la zone.

Un exemple au Rwanda. Le Rwanda fait un excellent travail. On m'a donné la possibilité de donner cet exemple. Il y a quatre domaines qui ont des archives DS sécurisées. Mais si on repart un peu en arrière, on peut voir qu'il y a 60 noms de domaine qui sont signés, mais personne n'a mis de données dans ces noms de domaine qui appartiennent au Rwanda. Donc, on peut obtenir beaucoup d'informations à ce niveau. On voit le nombre de serveurs de noms et ainsi de suite. On peut vous donner beaucoup d'informations de ce type ; communiquez avec nous pour que nous puissions vous donner encore plus d'informations avec cet observatoire.

Nous avons choisi un format un peu comme faisait AFRINIC. Vous avez les pays de la région. Si vous êtes en vert... Merci au Rwanda une nouvelle fois, on a eu les bonnes informations de la part du Rwanda. Ce que vous voyez, c'est que moi, je suis au niveau du DNSSEC. Vous avez la colonne des algorithmes du DNSSEC par exemple, Kenya, Rwanda, il y a l'algorithme 8, Tanzanie l'algorithme 13. Ceci me motive beaucoup. Je ne sais pas si vous êtes aussi motivés par cela, mais vous avez beaucoup d'informations, de statistiques, de données. Vous avez le nombre d'IDN, de noms de domaine internationalisés. On peut voir instantanément combien de pays ont des domaines IDN. Et vous voyez en bas, vous avez des totaux, plus de 2,3 millions noms de domaine. Le chiffre a dû changer depuis peu. Au niveau du DNSSEC, on est à 46 % pour les signatures et les extensions de sécurité DNSSEC.

YAOVI ATOHOUN :

Nous avons quelques petits problèmes techniques. Nous reviendrons à cela. Vous pouvez poursuivre votre présentation. On n'a plus les diapos à l'écran. Nous avons des problèmes techniques à ce niveau.

MARK ELKINS :

Si vous cliquez sur un pays ou un SLD, ceci va vous donner des informations sur le SLD de ce pays et vous allez voir, par exemple, le nom de domaine qui fonctionne. On s'intéresse évidemment aux domaines qui fonctionnent maintenant, pas aux domaines qui fonctionnaient avant. Nous voyons également beaucoup d'informations sur le nombre de sites Web, combien il y a de signatures SSL existantes, vous pouvez voir le nombre d'IDN également si cela

vous intéresse particulièrement. Vous pouvez voir également des informations sur le DNSSEC et ces extensions de sécurité, les domaines avec le DNSSEC. J'essaie de lire un peu ce que présentent les diapos. Merci beaucoup de remettre cela à l'écran. S'il y a des enregistrements DS, nous le montrons. Nous avons toutes ces informations qui sont disponibles. Nous avons les signatures qui sont également disponibles si les domaines comportent des signatures ou pas.

Nous avons maintenant un graphique qui représente la croissance de différents domaines. Pour l'Afrique du Sud, je suis situé en Afrique du Sud, edu.za pour l'éducation, j'ai fait des graphes pour être très clair au niveau de cette situation pour montrer la croissance. Là, on est à 180 domaines sur ce graphique et vous voyez la croissance néanmoins, une table avec la période de temps. Vous voyez les IDN, je ne sais pas si on voit les IDN, je pourrais rajouter les IDN la prochaine fois. Vous voyez combien de noms de domaine existent avec des sites Web, combien de ces sites Web sont au niveau de l'IPv6 et au niveau des extensions de sécurité DNSSEC.

Qu'est-ce que cela signifie de notre point de vue en Afrique ? Lorsque l'ICANN dépense beaucoup d'argent pour faire des formations DNSSEC dans un atelier, on peut voir ces chiffres, connaître une croissance et ceci, pour moi, c'est important, c'est l'avenir. Ce n'est pas une photo, c'est quelque chose qui est vivant qui est mis à jour constamment chaque 1^{er} du mois pour ceux qui travaillent à ce projet et cela fonctionne. Et pour moi, ce qui est important, c'est que ce n'est pas seulement DNSSEC, ce sont les IDN, c'est l'IPv6 ; tout cela ensemble permet de créer un Internet plus sécurisé, un système en Afrique qui

soit plus résilient et solide. C'est pour cela que j'aime autant ce projet. Nous allons passer à la diapo suivante.

Je vous implore de nous contacter, s'il vous plaît. N'hésitez pas à nous contacter, William et moi, et soutenez cette initiative, cet observatoire observatory.africa. C'est une excellente extension africa. Merci beaucoup de votre attention et nous ne retrouverons au cocktail.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup, Mark et William, de votre représentation.

Nous aurons des provisions avec la communauté. Nous avons quatre représentants de la communauté Afrique qui vont nous donner un peu de retour en 90 secondes s'il vous plaît. En 90 secondes, donnez-nous un feedback. Nous avons Lawrence qui est ici, donc très brièvement s'il vous plaît.

LAWRENCE OLAWALE ROBERTS : Merci beaucoup.

Je voudrais remercier l'ICANN d'avoir facilité cette étude. Véritablement, on a beaucoup appris. Le rapport est extrêmement intéressant au niveau commercial pour les unités constitutives de l'ICANN et les entreprises qui sont membres de l'ICANN. Cela montre bien les défis à relever dans la région. Nous pouvons voir que nous avons environ 4,3 millions d'enregistrements. L'Afrique est un continent qui représente 1,5 milliard de personnes ; cela montre bien qu'il y a une croissance possible et qu'au niveau des noms de domaine le marché est vaste. Nous soulignons également le fait que pour qu'il y

ait une croissance en Afrique du secteur des noms de domaine, les points d'échange Internet au niveau de l'infrastructure doivent être améliorés, ils doivent être accrus et plus nombreux, et c'est une invitation pour des entreprises. Nous voudrions avoir une infrastructure renforcée.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup, Lawrence.

Nous avons Hadia en simplement 60 secondes. Vous avez la parole.

HADIA EL MINIAWI :

Merci beaucoup.

J'aimerais tout d'abord commencer par remercier tout le monde qui a rendu possible cette étude qui a été publiée en mai de cette année. Cette étude représente des résultats, des avancées, des défis à relever. Je pense que cette étude est une fondation, une base très solide pour développer l'Internet en Afrique pour un plan d'avenir 2026-2031. Nous avons également cet observatoire qui peut être très utile pour concevoir des politiques. J'espère donc que cet observatoire va se poursuivre aussi.

J'avais une simple question en rapport avec la définition du succès des TLD. Comment peut-on définir le succès d'un TLD ? Est-ce que c'est seulement le nombre de noms de domaine enregistrés dans le cadre de ce TLD ? Est-ce le cas ? Est-ce qu'on peut définir le succès d'autres manières ? Est-ce que le trafic pourrait être pris en ligne de compte, par

exemple ? C'est une question simplement que je pose concernant le succès.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup Hadia, présidente d'AFRALO. Nous aurons des interactions plus nombreuses plus tard.

Nous avons Vitus qui est également présent et vous n'avez que 60 secondes.

EMMANUEL VITUS :

C'est difficile de ne parler qu'en 60 ou 90 secondes pour la société civile. Je m'appelle Emmanuel Vitus, je représente les organisations à but non lucratif NPOC, cette unité constitutive.

En ce qui concerne l'Afrique et l'écosystème africain, nous avons besoin de données pour faire des activités de plaidoyer et soutenir nos avancées. Et nous le voyons dans ce rapport qui nous a apporté beaucoup en données qui peut informer non seulement les décideurs, les personnes développant les politiques, mais également les questions du contenu local, les problématiques des langues africaines sur l'Internet et utiliser à fond le DNS et informer les gouvernements du fonctionnement du DNS. Cela va nous responsabiliser, nous autonomiser, je le pense. Ce sera positif pour toutes et tous. Nous devons faire plus lors de la prochaine série des gTLD. Je sais qu'il y a beaucoup d'organisations et de nos membres qui veulent déposer des dossiers de candidatures et qui vont déposer des dossiers et nous espérons qu'ils pourront utiliser ces données qui sont dans ce rapport

pour soutenir des requêtes et pour obtenir des soutiens également pour les dossiers de candidatures au nouveau des gTLD. J'ai contribué en 2016 et l'année dernière à ce rapport, c'est un excellent travail. Merci beaucoup. Ceci va se poursuivre.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup.

Nous voudrions maintenant entendre parler de l'unité constitutive des entités non commerciales avec Benjamin Akinmoyeje.

BENJAMIN AKINMOYEJE :

Merci pour cette excellente présentation et cet excellent rapport. En tant qu'unité constitutive des entités non commerciales, c'est très enthousiasmant de voir que ce pour quoi nous nous battons est pris en compte. Nous voyons que les politiques avancent. Nous avons parlé des différentes barrières qui existent pour la croissance de l'Internet et du marché de l'Internet en Afrique. Nous avons un environnement qui est parfois trop restreint au niveau des politiques. Il faut que les régulations soient plus claires également. Nous recommanderions que ce rapport soit utilisé sur tout le continent pour soutenir l'écosystème des noms de domaine. Nous avons également les questions d'entiercement de données, de respect de la vie privée, d'anonymisation et d'enregistrement fiduciaire. Ce sont des questions importantes. Nous nous allons nous engager plus avant à l'avenir et nous allons renforcer les capacités sur tout le continent pour nos communautés. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup.

Nous allons passer maintenant à la deuxième partie de l'ordre du jour. Nous souhaitons aussi entendre M. Biyi qui représente le conseil de la ccNSO. Vous avez la parole.

BIYI OLADIPO :

Merci beaucoup pour cette opportunité.

Le rapport, pour moi, représente deux opportunités. Premièrement, c'est le début d'une conversation. Nous pouvons maintenant évaluer où nous en sommes et quelle est la situation de l'écosystème en Afrique. C'est également une autre opportunité, celle d'avancer et de connecter davantage de personnes et de fournir des opportunités de développement d'entreprises dans l'écosystème en Afrique.

En ce qui concerne la ccNSO, la partie ccTLD qui nous concerne ici, il faut, me semble-t-il, en faire davantage pour évaluer la santé et la situation actuelle des ccTLD. Hadia a mentionné tout à l'heure la question d'évaluer la santé des ccTLD. Est-ce que la question c'est simplement les numéros ou est-ce qu'on regarde d'autres paramètres pour voir quelle est la santé de ces ccTLD ou TLD ? À partir de cela, je crois qu'il faut davantage collaborer avec AfTLD pour y travailler, pour essayer d'avancer un peu.

Et l'idée de mettre en place un observatoire du DNS pour l'Afrique est une excellente idée, vraiment, et j'espère que cet observatoire sera soutenu par l'AfTLD et par l'ICANN.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup, M. Biyi.

Ce n'est qu'un premier tour de table et vous savez que tout ceci fait partie du programme de la Coalition pour l'Afrique numérique. Nous allons faire un point sur les différents projets dans le cadre de ce programme. Voilà ce qu'on va faire. Nous allons céder la parole à Mariana qui va commencer et ensuite, il y aura des partenaires de la coalition qui viendront également de faire une présentation. D'abord, Mariana, c'est à vous.

MARIANA MARINHO :

Merci Yaovi. Bonjour à tous.

Si vous étiez là depuis le début de l'ICANN80, vous avez sans doute entendu parler de cette Coalition pour l'Afrique numérique à plusieurs reprises. Pour ceux qui n'en ont pas entendu parler, la Coalition est une alliance de différentes organisations qui s'engagent à soutenir l'économie numérique en Afrique. Nous pensons qu'en travaillant ensemble, nous pouvons avoir davantage d'impact et obtenir de meilleurs résultats.

Nous avons 14 organisations et partenaires qui travaillent au sein de cette coalition. Et je souhaite souligner les deux partenaires qui se sont ajoutés ce mois, Lawyers Hub, la plateforme des juristes, et également l'Organisation de télécommunications du Commonwealth. Nous sommes très heureux qu'ils nous aient rejoints. Nous travaillons dans deux domaines, une infrastructure du DNS robuste, une connectivité significative et le renforcement des capacités.

Je souhaitais également souligner certains progrès que nous avons effectués depuis l'ICANN79. Nous avons désormais des activités dans 34 pays. Nous avons 14 partenaires, comme je vous l'ai mentionné, avec deux nouveaux, et huit initiatives au total, avec une nouvelle initiative, la gouvernance de l'Internet, donc renforcement des capacités pour les gouvernements et les législateurs.

En ce qui concerne ce que nous avons accompli, vous vous souvenez que j'étais avec vous tous lors de la première présentation de l'Africa Space, la question a été, mais c'est bien, on parle, c'est beau, mais est-ce que cela veut dire quelque chose si on n'a pas d'impact sur l'Internet en Afrique ? Je suis très heureuse de vous présenter cette diapositive qui n'est qu'un début, mais vous le voyez, nous avons déjà lancé deux installations d'IMRS, une au Kenya, une au Caire. Et les utilisateurs de l'Internet en Afrique ont désormais un accès plus stable et plus résilient au service de zone racine de DNS avec 80 % des requêtes de racines DNS Internet basées en Afrique qui se résolvent dans la région. Avant, on était à 40 %. Nous avons également élargi et diversifié la surveillance de performance des domaines de premier niveau, ce qui améliore la possibilité pour l'ICANN de détecter les incidents liés aux nouveaux gTLD. Nous avons deux sondes installées, une au Nigeria et une au Kenya.

Nous avons récemment publié l'étude sur l'industrie du DNS en Afrique. Merci Mark et William pour votre excellent travail là-dessus. Et récemment, dans le cadre de notre projet de campagne itinérante de DNSSEC, le ccTLD du Botswana .bw a signé le DNSSEC et cela veut dire

que nous avons désormais un niveau supérieur de sécurité pour ce ccTLD.

En ce qui concerne ce sur quoi nous travaillons maintenant, nous continuons de nous concentrer sur l'amélioration de l'infrastructure IMRS. Nous avons reçu 20 manifestations d'intérêt d'hébergement possible d'instance d'IMRS. Nous avons reçu un financement dans ce sens pour les IMRS, donc nous sommes très heureux. Nous vous ferons une mise à jour là-dessus très bientôt. Pour que vous ayez une idée, nous avons quatre instances IMRS en Afrique. Si ces organismes se qualifient et s'ils correspondent à nos critères techniques et d'autres critères également, on pourrait doubler notre capacité, voire plus.

Nous travaillons également en partenariat avec AfTLD, AFNIC, NSRC et l'UIT pour améliorer les projets de renforcement des capacités des opérateurs de registre de ccTLD. On va demander à nos collègues de parler de ce projet dans un instant. Nous continuons de travailler sur les campagnes itinérantes de DNSSEC pour promouvoir le déploiement de DNSSEC dans davantage de pays en coopération avec l'Union des télécommunications africaine pour créer un environnement plus sûr de création de ccTLD.

Je vous ai dit que le Botswana avait déployé le DNSSEC récemment et a travaillé avec d'autres ccTLD, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert et Nigéria. Et un peu plus tard dans l'année, nous allons demander à davantage de ccTLD de rejoindre le projet.

Nous avons l'acceptation universelle dans les institutions éducatives de haut niveau, d'enseignement supérieur et nous aurons une

présentation de l'association des universités africaines là-dessus. Nous avons également un projet sur le déploiement d'IXP, c'est l'Internet Society qui s'occupe de ce projet et qui vise à améliorer l'infrastructure des IXP au Bénin, au Malawi et au Rwanda.

Enfin, le tout dernier projet, renforcement des capacités sur la gouvernance de l'Internet pour les gouvernements et pour les législateurs en collaboration avec l'ICANN, Smart Africa et le réseau des parlementaires africains sur la gouvernance de l'Internet. Smart Africa va vous en dire un peu plus sur cette initiative dans un instant.

Nous souhaitons également noter que récemment, juste avant l'ICANN80, nous avons mis en place une formation pour 22 parlementaires et ces parlementaires ont également participé à la réunion gouvernementale de haut niveau, ce qui a été très positif.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Mariana. Je pense que nous avons une bonne idée de ces projets. Nous avons trois partenaires qui vont également faire une présentation, mais nous souhaitons leur demander de donner les grandes lignes et de nous partager ce qu'ils font en quatre, cinq minutes de manière à pouvoir donner la parole aux participants, à la communauté, parce qu'il y a beaucoup de questions déjà dans le chat et nous souhaitons également donner la parole à ceux qui sont à distance. Nous allons maintenant demander à l'organisation des domaines de premier niveau, l'association AfTLD, de présenter. C'est Eyitayo. Je vais lui donner quelques minutes.

EYITAYO IYORTIM :

Merci beaucoup, Yaovi. Je vais faire de mon mieux.

Je vais vous parler un peu du renforcement des capacités qui fait partie de la Coalition pour une Afrique numérique. Vous voyez des partenaires à l'écran, mais passons directement aux objectifs.

Le projet a été conçu afin de se concentrer sur l'élaboration des capacités, la sécurité de l'infrastructure du DNS et l'amélioration de l'engagement des différents groupes de parties prenantes tels que les gouvernements, les universitaires et la société civile. L'atelier parle des affaires, du marketing, des aspects techniques relatifs au DNS. L'objectif, c'est bien évidemment de renforcer les opérateurs de registre.

Les objectifs étaient d'abord d'identifier les besoins des opérateurs de ccTLD en collaboration avec différentes parties prenantes, aider les gouvernements, les opérateurs de ccTLD et de toute évidence proposer des activités de renforcement des capacités adaptées menées par des experts dans l'industrie avec des cours en ligne. Nous avons des ateliers pratiques, nous avons des webinaires, donc nous apprenons en faisant, par des activités.

Les participants dans le cadre de ce projet sont venus de 10 pays. Il y a une représentante qui va partager en une minute son expérience sur la formation, elle vient de Madagascar. Voilà les séances dont on a parlé qui étaient ici à Kigali, des séances sur la gouvernance, les ventes de marketing, l'identification des opportunités et les moyens de mesure. On parlait de mesures du succès des ccTLD et je pense que c'est une conversation tout à fait appropriée. Séances suivantes, formation

technique au Kenya sur l'écosystème du DNS, le fonctionnement UNIX, la résilience et la sécurité et la question des logiciels.

Voilà les résultats attendus et je pense que c'est important. L'objectif est de voir une croissance dans les enregistrements de noms de domaine de ccTLD qu'on évaluera entre six et 12 mois après ce qui aura été fourni. L'idée, c'est d'avoir une amélioration claire dans les opérations pour les pays qui auront participé à ces formations gouvernementales. Nous espérons qu'il y aura davantage de participation de la communauté à AfTLD pour soutenir AfTLD.

L'avenir. Ce que nous espérons, c'est qu'au fur et à mesure que l'AfTLD travaillera en partenariat avec l'ICANN et d'autres, nous verrons une croissance des opérateurs de registre en Afrique ou des registres en Afrique, que l'infrastructure sera davantage améliorée avec davantage de personnes en ligne. Il nous faut davantage d'utilisateurs et il nous faut des indicateurs de croissance pour les ccTLD. Merci.

Est-ce que je peux maintenant inviter cette personne à dire quelques mots ?

YAOVI ATOHOUN :

Je crois qu'on va applaudir parce qu'elle nous a vraiment beaucoup aidés. Nous allons également écouter l'Association des universités africaines pour qu'ils nous présentent quels sont les projets de cette Coalition pour une Afrique numérique. J'espère que vous allez battre la précédente. Merci beaucoup.

NODUMO DHLAMINI :

Notre Association des universités africaines est là pour promouvoir ce projet d'acceptation universelle dans les institutions de l'Afrique. Ce projet a quatre objectifs : nous avons des normes qui vont être mises en place avec les différentes institutions éducatives, nous allons faire prendre conscience, nous allons fournir un soutien technique également et aider les scientifiques au niveau de l'informatique pour être plus au niveau concernant l'acceptation universelle, nous allons également encourager les universitaires à se lancer dans le comité directeur de l'acceptation universelle.

En ce qui concerne ce que nous avons effectué, nous avons travaillé avec plus de 400 universités sur le continent africain. Il y en avait 88 sur 421 qui étaient en conformité. Nous allons refaire ce test qui datait d'avril 2023. Maintenant, nous sommes passés à 71 % par rapport à l'internationalisation des noms de domaine. Néanmoins, pour les sites Web, nous n'avons pas encore toutes les données.

Nous avons également travaillé beaucoup au renforcement des capacités. Vous allez voir les chiffres à la diapo précédente, s'il vous plaît. Vous voyez le nombre d'ateliers et de webinaires qui se sont déroulés et le nombre d'universités qui ont travaillé à ces webinaires, à ces ateliers sur place dans ces universités. Nous avons également eu 283 doyens anglophones et francophones des départements de sciences de l'information et des sciences informatiques qui se sont engagés dans ces webinaires. On travaille avec une vingtaine d'universités qui vont lancer des programmes pilotes pour l'intégration de l'acceptation universelle dans les programmes universitaires.

Quelles sont nos opportunités et priorités ? Nous allons passer au niveau supérieur pour le soutien technique des universités et deuxièmement, nous allons raffiner des manuels d'autoapprentissage pour le personnel technique des universités. Ceci va être disponible en plusieurs langues pour que leurs systèmes soient en conformité. Nous allons également faire des formations des professeurs de sciences informatiques en ce qui concerne l'acceptation universelle. Merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN :

Merci madame. J'aimerais vous dire que nous allons essayer d'avoir les présentations téléchargées et disponibles demain pour que nous puissions continuer les interactions. Nous allons parler du prochain projet pour Smart Africa. J'aimerais mentionner qu'après 17 h, nous allons continuer les interactions à l'extérieur de cette salle où nous aurons une réception. Donc, après cette présentation, nous pourrions avoir des interactions dans la salle.

Nous allons maintenant d'abord donner la parole à monsieur Rodrigue, qui va nous parler de Smart Africa, et s'il vous plaît, cinq minutes uniquement.

RODRIGUE GUIDUEMDE :

Merci beaucoup, Yaovi. Je vais parler au nom de notre directeur général, Lacina Koné, quelques mots sur la gouvernance de l'Internet et le développement des capacités pour les gouvernements. J'aimerais vous remercier de me donner la possibilité de m'exprimer. Merci à la Coalition pour l'Afrique numérique. C'est important de voir tous ces

membres qui se retrouvent dans cet écosystème dans cette salle ensemble, c'est excellent. Il y a beaucoup de dévouement, beaucoup de contributions pour faire avancer la gouvernance de l'Internet dans toute l'Afrique. Cela est notable et appréciable. J'aimerais parler au nom de notre PDG Lacina Koné.

Vous savez que nous avons une alliance pour l'Afrique numérique pour promouvoir fortement dans différents projets les avancées de la gouvernance de l'Internet en Afrique et le secteur des noms de domaine sur le continent. C'est un environnement complexe au niveau économique, au niveau stratégique.

Pour gérer ces défis à relever, nos objectifs ont été tout d'abord de consolider et de renforcer l'écosystème dans le cadre de différents thèmes qui sont pertinents pour l'Afrique, l'établissement de thématiques et un groupe de réflexion également qui va réfléchir aux prises de décisions qui se font au niveau international dans diverses entités. La gouvernance de l'Internet en Afrique est marquée par différentes crises dans des organisations africaines. Nous travaillons également avec le secrétariat des Nations Unies pour renforcer le numérique en Afrique et pour être proactifs à ce niveau.

Notre approche dans le renforcement des capacités dans la sensibilisation, c'est une stratégie principale pour nous. Premièrement, il y a la sensibilisation et le renforcement des capacités pour la gouvernance de l'Internet en Afrique pour fournir une forte expérience pour avoir un développement de politique solide et une mise en œuvre solide également. Il y a l'engagement. Les parties prenantes locales

doivent avoir voix au chapitre et bien comprendre tout le travail technique qui est réalisé en Afrique dans le DNS.

Deuxièmement, les Africains et la participation africaine dans les débats mondiaux. Cette participation à la gouvernance de l'Internet, au forum de la gouvernance de l'Internet et au GAC également à l'ICANN, c'est extrêmement important que nous nous fassions entendre, que nous ayons une expertise technique qui soit remise aux décideurs. Il faut donner une expertise au gouvernement pour qu'ils puissent formuler des politiques solides pour une transformation numérique. Il faut que ce soit véritablement un catalyseur pour le changement, pour la résilience, la sécurité et la stabilité de l'Internet en Afrique. C'est absolument essentiel pour un bon développement et un développement rapide de l'Afrique. Pour le développement des capacités, nous avons besoin de représentants de parlementaires qui soient bien informés des fonctions techniques de l'Internet, y compris des systèmes de noms de domaine DNS. Il faut s'engager avec cette coalition pour l'Afrique numérique pour soutenir ces officiels, ces dirigeants, ces décideurs, et permettre d'avoir une participation accrue dans les débats mondiaux sur l'Internet. Nous sommes en confiance, cela se fera. Les gouvernements d'Afrique pourront gérer les défis et les relever pour qu'ils soient entendus au niveau international également.

Nous avons un réseau de parlementaires qui existe. Nous avons des partenariats avec l'ICANN et nous avons des initiatives pour l'identification au niveau régional d'une participation accrue à différents forums. Je suis très fier de ces partenariats qui existent en Afrique de cette Coalition pour l'Afrique numérique et nous espérons

tirer profit de ce partenariat et organiser encore plus de réunions avec tous les acteurs, avec les parlementaires, avec les décideurs qui peuvent transformer lors de sommets, notamment au mois d'août, qui pourront à Nairobi débattre de ces problématiques et qui renforceront la capacité de l'Afrique à connaître la capacité grâce au numérique.

Nous avons besoin de votre soutien, de votre collaboration pour arriver à des résultats, pour atteindre des objectifs communs d'une inclusion numérique solide en Afrique, d'une gouvernance solide en Afrique et d'un développement durable en Afrique. Merci de votre attention. Merci de votre soutien. Travaillons ensemble pour bâtir la résilience et l'innovation en Afrique dans le domaine du numérique. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Rodrigue pour Smart Africa.

Nous avons maintenant également des présentateurs que nous devons remercier dans la salle. Nous avons beaucoup de personnes qui ont des interactions dans le chat sur Zoom. Il y a beaucoup de réponses à diverses questions qui ont été posées. On va prendre cinq questions de la salle néanmoins et après cela, nous allons revenir aux participants à distance. Présentez-vous, levez la main, indiquez votre nom et posez votre question. Nous avons 15 minutes pour gérer cela et ensuite, nous poursuivrons à notre réception sur la terrasse et nous lancerons officiellement notre rapport sur l'Afrique numérique. Si vous avez une question, indiquez-le.

Nous avons le Dr Matogoro, nous avons Hervé également. Tout d'abord, nous avons une dame de Madagascar qui va s'exprimer, puis le Dr

Matogoro, nous avons Sébastien Bachollet également qui a demandé la parole et Remmy. Allez-y, soyez bref s'il vous plaît, 60 secondes pour que tout le monde puisse dire quelque chose avant qu'on quitte la salle. Nous donnant la parole à Fanad de Madagascar tout d'abord. Je ne sais pas si j'ai bien dit votre nom.

FANAD ASALAM :

Bonjour à tous. Permettez-moi de m'exprimer en français. Je suis [inaudible] Asalam de Madagascar de NICMG.

Pour nous, en fait, c'était très intéressant d'assister et d'avoir pu être au workshop avec la Coalition for Digital Africa. Moi, je suis consultante en marketing chez nous. On a commencé déjà à faire des études marketing depuis janvier. On en est à la stratégie marketing. Donc, c'était vraiment un bon timing pour nous, ce workshop. Là, j'ai pu confronter, en fait on a pu challenger ce qu'on a fait, on a pu ajouter de nouvelles choses, de nouveaux inputs. Du coup, c'était vraiment intéressant pour nous, d'autant plus que pour ma part, comme je suis dans le marketing depuis six ans dans d'autres secteurs, là, j'ai pu voir ce que c'était de faire du marketing dans ce domaine spécifique. Pour mes compères, ils étaient plus dans un profil plus technique, donc c'était plus nouveau pour eux, mais cela a apporté beaucoup de choses. Justement, c'est ce que j'aimais dedans, c'était très participatif. Il y a eu vraiment un esprit de partage. Il y a une communauté qui s'est créée autour.

Donc, je pense que les perspectives à venir après, cela pourra vraiment être dans cet esprit-là de communauté. Et je compte toujours sur le soutien de la communauté pour la suite, parce que ce n'était pas un

événement en *one shot*. C'est tout un processus. Après, j'espère qu'il y aura toujours de bonnes retombées dessus pour nous tous. Et je remercie encore Coalition for Digital Africa, les organisateurs, les formateurs, les autres participants pour ce workshop. Merci.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup, Fanad, de votre feedback sur cet atelier qui s'est déroulé récemment. Nous avons également des membres de la Coalition. Vous pouvez nous donner un retour également pour aider toute l'équipe. Merci beaucoup.

Maintenant, nous allons donner le micro au Dr Matogoro.

JABHERA MATOGORO :

Merci beaucoup, Yaovi. Je suis de Tanzanie et j'apprécie beaucoup ces excellentes présentations. Je n'ai que quelques commentaires. J'ai déjà communiqué sur le chat, j'ai répondu à quelques questions du chat. Juste un commentaire sur cette Coalition pour l'Afrique numérique.

Je crois que c'est très important d'avoir une représentation forte des pays africains. Nous avons beaucoup de partenaires avec l'ICANN et cela va nous permettre de travailler et de partager au niveau de l'Afrique, au niveau du continent des points de vue parfois théoriques, parfois technologiques avec des pays qui ont adopté de manière très précoce certaines techniques et d'autres qui sont peut-être un peu plus en retard. C'est tout à fait utile, cette coalition. Merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN : Merci Dr. Je pense que le vice-président rebond dira également là-dessus.

Maintenant, nous allons donner la parole à Sébastien Bachollet.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Ma question est simple, c'était que je voulais savoir, si toutes ces formations et tous ces travaux étaient faits en plusieurs langues, en particulier en Afrique entre français et anglais, parce que je suis quand même très surpris qu'on n'ait depuis, à part notre collègue de Madagascar, parlé qu'en anglais. Merci.

YAOVI ATOHOUN : Merci Sébastien. Je voulais juste mentionner que nous avons le résumé exécutif de ce rapport en français. L'équipe travaille pour essayer d'avoir tout le rapport dans d'autres langues très rapidement. Mais pour l'instant, nous avons au moins le résumé exécutif en français. Merci pour votre commentaire, pour ce rappel.

On écoute Hervé maintenant.

HERVÉ HOUNZANDJIL : Je suis Hervé Houzandjil, je suis fellow et je parle en mon nom propre.

Je voudrais d'abord remercier ceux qui ont fait le rapport et la présentation. Ma question, c'est que souvent, au niveau des chiffres, on observe qu'il y a deux bons élèves : l'Afrique du Sud et le Kenya plus ou moins. Est-ce que pour eux c'est lié à la qualité des infrastructures Internet du Kenya et de l'Afrique du Sud ou c'est lié à la qualité du

registre du pays ? Je ne sais pas si la question est claire. Parce que je voudrais faire un peu le lien avec tout ce qu'on a dit ce matin et hier, sachant que le problème de l'Afrique, ce sont les infrastructures Internet. S'il n'y a pas d'infrastructures, les gens ne vont pas acheter de noms de domaine. Donc, je voudrais savoir s'il y a une corrélation. Merci beaucoup.

YAOVI ATOHOUN :

Merci. Je vais céder la parole à Powersoft pour répondre à cette question avant de revenir aux participants en ligne, à Remmy et à Bachar. Je vais demander qu'on donne le micro à Powersoft pour que vous puissiez répondre à ce qu'Hervé vient de dire.

MARK HELKINS :

Ce sont deux excellentes questions. J'ai aidé à mettre en place le .za, donc c'est parfait. Chez moi, j'habite à Prétoria, le centre de données de Johannesburg à Teraco n'est pas très loin et je paye 50 \$ par mois pour 100 méga pour la fibre jusque chez moi. L'infrastructure, globalement, dans les zones résidentielles est très bonne. Par contre, il y a beaucoup d'autres endroits en Afrique du Sud où il n'y a littéralement aucun accès. Il n'y a pas d'accès non plus pour le réseau mobile. J'aime beaucoup Mr. Elon Musk et son Starlink qui fonctionne très bien.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup.

Je voulais demander à la salle de nous permettre d'écouter deux participants en ligne. On va les écouter, ils sont en ligne. Nous avons

l'opportunité, même après 17 h, de discuter en dehors de la salle. Donc, écoutons les personnes qui sont à distance. D'abord, Tijani Ben Jemaa. Tijani, à vous.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci beaucoup, Yaovi, et merci à l'équipe qui a constitué cette équipe, en particulier mon ami Mark. Je sais à quel point il est professionnel et organisé et à quel point il dispose d'excellentes compétences.

Mon problème, c'est que les données ne sont pas complètes. Je sais qu'on fait ce qu'on peut, mais vous savez, si on n'a pas des données complètes, les résultats en matière d'exactitude et d'utilité de l'étude sont affectés. Je vois qu'il y a des domaines dans lesquels il y a très peu de données. Comment peut-on tirer des conclusions à partir de cela ? C'est le problème. Je crois qu'il faut qu'il y ait davantage d'efforts, peut-être davantage d'argent investi pour obtenir davantage de données ou un pourcentage de données de manière à ce que l'étude soit plus précise.

YAOVI ATOHOUN :

Merci Tijani. Avant d'avoir la réponse, on va écouter la question de la personne qui fait partie du programme des bourses. Je crois que c'est Megan. Est-ce que vous êtes là ? Megan est dans la salle, d'accord. On va écouter la question de Megan.

MEGAN KATUHURE :

Je suis boursière.

J'avais une question pour les représentants d'AFRALO. Nous savons qu'environ 1 % des domaines gTLD sont enregistrés par des Africains. Avec la nouvelle série de gTLD, quelles sont les opportunités d'encouragement de l'augmentation d'adoption des gTLD par les Africains ?

YAOVI ATOHOUN : On va d'abord demander à Powersoft de répondre à Tijani et ensuite, ce sera la réponse d'AFRALO.

WILLIAM STUCKE : Excusez-moi, je n'ai pas bien suivi la question de Tijani. C'était quoi ?

YAOVI ATOHOUN : Est-ce que vous pouvez répéter votre question, Tijani ?

TIJANI BEN JEMAA : Oui, bien sûr. Ma question, c'est par rapport au fait que les données ne sont pas complètes. Avec un manque de données, on n'a pas une étude exacte. Donc, l'utilité n'existe pas si on n'a pas de bonnes données. Et je vois que pour certains domaines, nous avons très peu de données qui ont été collectées.

WILLIAM STUCKE : Très bien. Nous avons beaucoup plus de données que ce que nous avons la dernière fois. Avant, nous avons des informations de quatre pays. Là, nous avons 11 pays et nous venons d'en recevoir deux de plus.

Ces données se sont beaucoup améliorées. Les données sont incomplètes, c'est vrai, nous le savons, nous l'avons dit, mais avec 4,3 millions de domaines, je pense que c'est un échantillon suffisamment important pour être valide du point de vue des statistiques.

En ce qui concerne les réponses aux questionnaires, c'était 22 % d'entre eux, 308 je crois. Cela nous a donné des informations tout à fait valables. Et bien sûr, entre nous tous, nous avons quand même un bon niveau d'expérience en Afrique. Et les responsables pays produisent des rapports sur le pays, ce qui nous permet de vérifier les chiffres et ce qui a été fourni dans le cadre des questionnaires. On a fait un croisement également.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup.

Il ne nous reste que six minutes. Il faut céder la parole à Remmy, à Bachar, à Fioni et à Davis en ligne. Trente secondes, posez vos questions et ensuite, nous cédon la parole au vice-président Pierre. D'abord Pierre.

PIERRE DANDJINO :

Excusez-moi, j'interromps cette série de questions parce que la question sur les données est très importante parce que les consultants vous ont expliqué qu'ils avaient été confrontés à de gros problèmes pour collecter les données. Et il faut le dire, ce n'était pas simple pour eux.

Ensuite, je souhaite saisir l'opportunité pour dire que nous pouvons faciliter les choses. C'est important, il faut le dire, parce que par rapport à ce qu'on a vu, peut-être que vous avez un problème par rapport à l'intégrité des données. Cette question existe. Je voulais quand même soulever cette question, mais nous avons le temps d'en reparler à l'avenir. Je crois qu'il est important pour l'Afrique d'obtenir ces données. Je voulais le dire.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup, Pierre, de l'avoir mentionné. C'est très important.

Mais nous allons maintenant écouter Remmy 30 secondes, Fiona 30 secondes. Et si Davis est en ligne, nous donnerons la parole à Davis. Remmy, allez-y.

REMMY NWEKE :

Merci Yaovi. Ma question est pour Powersoft et pour l'équipe ICANN.

Dans tout cela, est-ce qu'il y a une stratégie de dissémination pour s'assurer que les leçons tirées de l'exercice ne sont pas oubliées ?

YAOVI ATOHOUN :

On va demander à Pierre de répondre à cela. Ensuite, Fiona, votre question.

FIONA ASONGA :

Ma question, c'est une question sur les recommandations qui ont été fournies. Nous avons parlé du système de DNS, nous avons parlé de

points d'échange, de centres de données, et là, nous collectons ces données pour notre région et elles peuvent alimenter certains des programmes que gère l'ICANN. Il faut faire attention parce que nous renforçons les capacités au sein de notre région. Lorsque nous avançons des recommandations, que nous disons que c'est une opportunité commerciale et que c'est ouvert, il est tout à fait possible qu'il y ait une opportunité commerciale qui soit entreprise par une entité non africaine, donc nous perdons en tant qu'Africains les opportunités que nous-mêmes pourrions avoir pour notre région.

Il faudrait qu'il y ait un encouragement à, lorsqu'il y a des opportunités ouvertes, ce que l'on se concentre sur la constitution de l'écosystème africain et les Africains, que ce soit les Africains qui gèrent les points d'échange, que ce soit eux qui détiennent les points d'échange et l'infrastructure. Parce que c'est une chose de dire que l'étude a fourni toutes ces opportunités, mais c'en est une autre, et c'est tout aussi important pour les organisations telles que les points d'échange, AFRALO, AfTLD ; tous devraient faire partie de cette collaboration avec l'ICANN de manière à ce que ensemble nous avancions et nous nous assurions que l'impact, l'effet de notre travail qui ressort de cette étude soit vraiment un moyen de renforcer les capacités pour les Africains, pour nous.

YAOVI ATOHOUN :

Merci beaucoup.

Je vais vous demander à tous de me permettre de clore la file dans la salle pour que l'équipe Powersoft et le vice-président puissent

répondre aux deux questions. C'est terminé pour les questions de la salle, nous allons répondre aux deux questions et ensuite, nous continuerons la discussion en ligne et bien sûr à l'extérieur. Merci pour votre compréhension de donner le micro à Powersoft qui va répondre à Remmy et également à Fiona. Et ensuite, le vice-président continuera. Powersoft.

WILLIAM STUCKE :

Merci Yaovi.

Par rapport aux leçons que nous avons tirées, c'est la deuxième fois que nous effectuons cette étude et nous avons tiré les enseignements. Nous avons fait au moins une erreur deux fois. Nous l'avons mise en fin de rapport, nous avons énuméré certains des enjeux auxquels nous avons été confrontés. Et le plus gros enjeu, c'est d'obtenir de bonnes données. Les gens ne veulent pas répondre aux questions. Les gens pensent que leurs fichiers de zone sont secrets. Ils ne savent pas qu'on peut aller chercher toutes ces informations. Tout est disponible. Il y a beaucoup de services de ménages de données, des services d'observation du DNS qui ont des informations sur les différents domaines, sur les différentes zones. Il n'y a absolument aucun intérêt à essayer de prouver que les données sont inaccessibles.

Et comme Pierre l'a dit, nous avons eu plusieurs entités qui nous ont dit : « Écoutez, votre lettre d'autorisation de l'ICANN ne suffit pas, il nous en faut une qui s'applique à nous spécifiquement. » Ceci est très étrange, mais cela prouve à quel point les difficultés sont énormes pour obtenir de bonnes données sur l'Afrique, sur l'industrie du DNS. Alors,

la question que je vous pose, c'est que plutôt que de nous critiquer parce que nous n'avons pas suffisamment de données, aidez-nous à obtenir davantage de données.

MARK ELKINS :

Et l'autre éléphant dans la salle, c'est qu'il y a plusieurs observateurs en Afrique et les personnes qui aident au travail des autres observatoires, leur donner quelque chose, c'est un peu comme entrer dans un mur de briques alors qu'on va à toute vitesse.

YAOVI ATOHOUN :

Avant que vous n'interveniez, Pierre, je voulais dire que toutes les questions qui sont dans le chat, nous essayons d'y répondre directement dans le chat. Nous vous demandons de nous laisser clore la séance dans les temps parce que nous devons faire une pause et nous continuerons après. Ce n'est pas la fin en fait, parce qu'il y a la deuxième partie qui sera à l'extérieur.

Je vais donner le micro au vice-président qui va répondre aux questions qui restent. Et encore une fois, nous aurons l'adresse e-mail de l'équipe dans le chat, gseAfrica@icann.org et nous essaierons de répondre à toutes les questions. Encore une fois, nous vous demandons de nous excuser, nous avons eu beaucoup d'intérêt dans la salle, beaucoup de questions et on ne peut pas vous donner davantage la parole. Toutes nos excuses. Mais nous donnons maintenant le micro au vice-président qui va répondre au reste des questions. Merci.

PIERRE DANDJINO :

Merci beaucoup, Yaovi.

Nous allons avoir un cocktail très bientôt, mais il y a une question sur laquelle je voulais rebondir. Quelles seront les prochaines étapes ? Après ce rapport, qu'est-ce qu'on fait ? Je crois que c'était votre question. Je pense qu'au moins, avec le point de vue de l'ICANN, bien entendu nous soutenons le développement de ce rapport, cela a été requis par la commission et commissionné.

Je crois que les prochaines étapes, c'est qu'est-ce que la communauté va faire de ce rapport ? Comment la communauté va-t-elle l'utiliser ? Vous devez utiliser vos ressources pour avoir des produits livrables. Je pense que nous aurons de plus en plus de nœuds d'échange Internet et nous pensons également que le travail de l'observatoire est tout à fait valide. On doit en savoir de plus en plus sur le fonctionnement de l'Internet en Afrique. Il y a beaucoup d'initiatives sur le DNS en Afrique. Comme l'a dit Yaovi, nous avons pris note de toutes les questions, nous allons revenir vers vous. Nous aurons la possibilité de vous répondre, de répondre à la plupart des questions. Nous allons planifier la poursuite de la conversation et de nos débats à la suite de cette séance.

Permettez-moi de vous remercier chaleureusement d'être venus ici dans cet espace Afrique. J'espère qu'on vous a fourni beaucoup de mises à jour, beaucoup d'informations. Et n'hésitez pas à nous contacter avec plus de questions. Retrouvons-nous au cocktail, à cette réception qui va commencer maintenant. Yaovi va nous l'indiquer.

YAOVI ATOHOUN :

Oui. Nous avons une photo de groupe à prendre. Et la deuxième partie, ce sera là où tous les soirs il y a un cocktail sur la terrasse. Nous aimerions prendre une photo de groupe. Nous allons devoir terminer maintenant la séance, mais c'était une séance absolument passionnante. Nous allons continuer les débats lors de la réception. Je crois que nous avons un photographe qui se prépare à prendre une photo. Vous allez vous placer ici. Il va nous indiquer peut-être comment cela va se dérouler. À l'intérieur de cette salle, nous allons prendre la photo. Nous allons nous installer pour cette photo de groupe. Ne sortez pas encore de la salle, nous allons prendre cette photo de groupe et ensuite, on sortira pour le cocktail. Mais tout d'abord, prenons la photo ici même. Nous avons notre photographe, on peut se mettre là-bas. S'il vous plaît, prenons la photo. L'enregistrement est terminé.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]